

FICHE D'IMPACT

D'UN PROJET DE TEXTE REGLEMENTAIRE

SUR LES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

NOR : INTA1526531D

Intitulé du texte : projet de décret portant diverses mesures d'organisation de l'administration territoriale de l'État dans les régions

Ministère à l'origine de la mesure : Ministère de l'intérieur

Date d'établissement de la présente fiche (*le cas échéant, date de sa dernière modification*) : 09-11-2015

Description des objectifs poursuivis par le projet de texte

Le projet de décret définit un cadre juridique permettant d'assurer, à titre transitoire, la continuité de l'action de l'État à compter du 1^{er} janvier 2016, en raison de la mise en place de la nouvelle carte des régions en application de la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Un deuxième type de mesures a vocation à s'inscrire dans la durée pour renforcer l'action de l'État en région. Il est ainsi prévu, pour l'ensemble des régions, la possibilité pour les directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de disposer d'un ou plusieurs adjoints. De même, le projet décret adapte le ressort territorial des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. Il permet en outre aux préfets de région coordonnateurs de massif d'être assistés d'un préfet de département désigné par arrêté interministériel, afin de conserver une proximité avec les instances de gouvernance des massifs.

Enfin, le projet de décret assoit le cadre départemental d'action de l'État en généralisant la dénomination d'unités départementales rattachées aux directions régionales et de délégations départementales des agences régionales de santé.

Portée interministérielle du texte :

☒ oui ☐ non

Nouvelles missions :

☐ oui ☒ non

Evolution des compétences existantes :

☐ oui ☒ non

Evolution des techniques et des outils :

☐ oui ☒ non

Types et nombre de structures concernées

Structures	Types	Nombre
Directions interrégionales	Non (feront l'objet de décrets spécifiques)	
Services régionaux	Oui – tous à l'exception de ceux ultra-marins, partiellement pour les DRJSCS lesquelles feront l'objet d'un décret spécifique	
Services départementaux	Oui- délégations territoriales et unités territoriales à l'échelle départementale	

Appréciation littéraire sur l'adéquation objectifs/contraintes/moyens

Le décret présenté prévoit une **organisation provisoire des services déconcentrés** de l'État en région visant à assurer la continuité de la présence des services de l'État dans les territoires au 1^{er} janvier 2016 (organisation des services, localisation, maintien des effets juridiques des décisions prises par les préfets de région ayant vocation à fusionner, fonctionnement des commissions administratives à caractère régional) et ce, dans l'attente de l'affectation des chefs de service concernés et de la mise en œuvre, par le préfet de région, de son pouvoir d'organisation des services placés sous son autorité. La réorganisation définitive de l'ensemble des services de l'État en région se fera progressivement d'ici à 2018.

Nombre d'agents concernés par la réforme : il ressort du rapport interinspection sur l'évolution de l'organisation régionale de l'État (avril 2015) qu'environ 10 700 agents exerçant des fonctions régionales aux chefs-lieux des régions faisant l'objet d'un regroupement sont susceptibles d'être concernés par une mobilité fonctionnelle. S'agissant des préfetures, 337 agents, dont 22 contractuels, sont concernés par la réforme régionale au sein des 9 ex-chefs lieux de régions.

S'agissant des DIRECCTE, le décret adapte leur ressort territorial à la nouvelle organisation régionale pour les enquêtes portant sur les pratiques à caractère anticoncurrentiel et pour les enquêtes afférentes aux produits vitivinicoles notamment. L'exercice de ces missions de contrôle implique une organisation permettant la mise en œuvre de coordinations et d'échanges dans le cadre de réseaux qui ne correspondent pas au découpage administratif régional. Par ailleurs ces enquêtes requièrent, de la part des agents qui en ont la charge, une grande technicité qui ne peut être maintenue dans chaque région. L'organisation des brigades dans le nouveau cadre régional se fera à effectifs (90 agents) et crédits constants par redéploiement dans ces brigades affectées dans les DIRECCTE.

S'agissant de l'institut national de la statistique et des études économiques, **les directions régionales et interrégionales de l'Insee** sont alignées sur le nouveau découpage des régions en métropole. Le nouveau découpage se traduit par la fusion de 16 directions régionales actuelles en 7 directions régionales. Au 1^{er} janvier 2016 seuls les postes de directeur régional évoluent. Cette organisation évoluera d'ici le 31 décembre 2018 vers une structure ne comportant qu'un service de l'allocation des ressources et un service des études et de la diffusion par direction régionale ou interrégionale et un service statistique par site.

Dans le cadre de la nouvelle carte des régions, 9 **directions régionales des finances publiques (DRFiP)** perdent au 1^{er} janvier 2016 leur caractère régional et deviennent de ce fait des directions départementales des finances publiques (DDFiP). Cette transformation s'accompagne du transfert des missions régionales au profit des 7 DRFiP « regroupantes ».

Par ailleurs, le décret ouvre la possibilité aux **directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt** de disposer d'un ou plusieurs adjoints. Le nombre d'adjoints devrait être fixé entre 2 et 4 selon la taille des régions, à l'exception de la Corse dont le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt restera assisté d'un seul adjoint.

Il permet en outre la désignation, par arrêté interministériel, de préfets de département chargés d'assister **les préfets de région coordonnateurs de massif**. Les préfets coordonnateurs de massif sont au nombre de 5. Cette désignation permet, le cas échéant, d'assurer une proximité souhaitable tant avec le commissaire de massif qu'avec les membres du comité de massif. Cette organisation se fera à moyens constants et sans modification du portage budgétaire des crédits de massif par le BOP du SGAR relevant du préfet

coordonnateur.

Afin d'assurer une meilleure visibilité de la présence de l'État dans les régions métropolitaines, le décret substitue à la notion d'unité territoriale celle **d'unité départementale** et à la notion de délégations territoriales celle de délégations départementales des agences régionales de santé.

Sont concernées par cette mesure :

- 22 des 93 unités territoriales relevant des DREAL qui n'agissent pas dans un cadre départemental ;
- s'agissant des DIRECCTE, 95 UT sont concernés. Il n'y a pas d'unités territoriales en Corse, il existe deux unités territoriales dans le département du Nord : Nord-Lille et Nord-Valenciennes. Sont en projet la création d'une unité départementale au Havre, et plusieurs créations d'unités interdépartementales, notamment une regroupant les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle. Ces organisations dérogatoires au principe de l'unité départemental sont justifiées par des critères liés à la démographie, aux conditions économiques et aux caractéristiques des bassins d'emplois (art.6 du projet de décret) ;
- les 100 unités départementales des DRAC appelées unités territoriales des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine sont seulement concernés par le changement d'appellation.

Le décret vise également à renommer les unités territoriales des directions régionales et les **délégations territoriales des agences régionales de santé** en unités départementales et délégations départementales dans un souci de lisibilité. Cette mesure impacte les 95 délégations territoriales des ARS pour lesquelles il n'y a pas toujours de délégation territoriale dans le département chef-lieu de région (cas de la Haute Normandie, la Haute-Vienne, ou le Haut-Rhin) de même que les délégations territoriales de niveau infra-départemental (4 délégations territoriales dans la région Nord-Pas-de-Calais par exemple).

Le texte prévoit en outre la possibilité de prévoir, par arrêté ministériel, de désigner le **siège de l'ARS** en dehors du chef-lieu. Cette mesure va concerner 3 ARS : celles de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (Montpellier), Normandie (Caen) et Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne (Nancy).

Précisions méthodologiques

« Test ATE » réalisé : ☐ oui ☒ non

Modalités de réalisation de la fiche :

Le projet de décret a fait l'objet d'une concertation interministérielle et d'une consultation des comités techniques ministériels concernés. Il découle également des diagnostics territoriaux réalisés par les préfets préfigureurs des nouvelles régions.